Marxisme et Sociologie

PAR HENRI LEFEBVRE

Une étude critique détaillée des travaux de l'Ecole sociologique française découvrirait les raisons profondes de ses faiblesses, de sa stagnation, de son besoin de renouvellement, que personne aujourd'hui (semble-t-il) ne songe à nier.

Résumons ici brièvement les conclusions de cette analyse critique, qui déborde le cadre d'un simple article, et qui sera faite par ailleurs.

1° L'Ecole sociologique française n'a pas eu de notion claire du « fait sociologique ». Elle a oscillé et oscille encore entre deux conceptions, l'une qui présente le « fait sociologique » comme une chose, donc comme une entité abstraite, métaphysique, extérieure à l'activité, à la volonté et même à la conscience des êtres humains (Durkheim), l'autre qui réduit les faits sociaux à des faits psychologiques individuels (l'imitation de Tarde; la théorie « psychologique » de la valeur, acceptée par tous les économistes non marxistes, etc.).

Ces deux conceptions ont en commun leur *idéalisme*. Qu'il s'agisse de « représentations collectives » ou de « motivations individuelles » — d'un « être social » ou d'une collection de consciences individuelles — le fait sociologique et humain se présente comme coupé de ses relations concrètes avec la puissance de l'homme sur la nature matérielle, avec les *rapports sociaux pratiques* des êtres humains entre eux.

2° Incapable de saisir les faits sociologiques à la fois

objectivement (comme réalités relativement indépendantes des opinions et interprétations des individus à leur propos) et *subjectivement* (en tant que rapports déterminés des individus dans des conditions historiques et sociales déterminées) cette sociologie n'a pu définir une *méthode* véritablement scientifique. Elle oscille entre des *descriptions* et des classifications (qui ne sont, comme chacun sait, qu'un premier moment de la connaissance scientifique) et des *théories* explicatives abstraites, simplistes (dont la théorie de la « mentalité primitive » reste le plus célèbre et le plus fâcheux exemple).

3° Cette école a montré une tendance, plus que contestable, à chercher le fait sociologique aussi loin que possible de l'actuel, du présent — c'est-à-dire du *concret sociologique*.

Elle s'est embrouillée dans des problèmes d'origine. Elle s'est infiniment plus et mieux préoccupée des Aruntas ou des Bororos que de la vie sociale réelle, quotidienne, dans laquelle nous sommes (avant toute idéologie) engagés.

Les marxistes estiment que seul le recours à la *méthode* marxiste et aux préoccupations concrètes du marxisme peut sauver la sociologie française de l'impasse où elle se trouve et lui rendre la liberté dans ses recherches, en même temps que la fécondité.

Dans ce bref essai, on tentera d'abord de rappeler comment Marx s'est servi de la méthode dialectique dans l'analyse du concret sociologique ; ensuite on essaiera de tracer le plan d'un véritable Institut des Sciences Sociales, inspiré d'une méthode dialectique vivante, orientée vers la compréhension de l'actuel (du *concret sociologique*).

I. — La méthode dialectique dans la sociologie de Marx.

Rappelons d'abord les caractères essentiels de la méthode dialectique.

Toute discussion, tout effort pour avancer dans la

connaissance, procèdent nécessairement par confrontation (dialogue) de thèses « opposées » (le pour et le contre, le oui et le non, l'affirmation et la négation). Ceci est assez connu depuis Platon pour s'admettre sans difficulté.

Les contradictions dans la pensée humaine (qui se manifestent de toutes parts, à chaque instant) posent un problème essentiel. Elles ont leur origine, au moins partiellement et parfois, dans les déficiences de la pensée humaine qui ne peut saisir, à la fois, *tous les aspects* d'une chose et doit briser (analyser) l'ensemble pour le comprendre. Mais cette *unilatéralité* de toute pensée ne suffit pas; pour expliquer les contradictions, il faut admettre que *dans les choses elles-mêmes* ces contradictions ont un fondement. Les contradictions dans la pensée et la conscience (*subjective*) des hommes ont donc un fondement *objectif* et *réel*. S'il y a du pour et du contre, du « oui » et du « non », c'est parce que les réalités ont, non seulement *plusieurs aspects,* mais des *aspects contradictoires*. Et alors la pensée de l'homme qui n'arrive pas à saisir du premier coup les choses réelles se trouve obligée de tâtonner et de cheminer à travers ses propres difficultés — ses contradictions — pour atteindre les réalités et les contradictions réelles.

Vis-à-vis de ce problème capital — posé par les *contradictions* — deux attitudes sont possibles.

Ou bien l'on rejette en bloc dans l'absurde toutes les contradictions. On décrète qu'elles ne sont qu'apparentes, superficielles; qu'elles viennent seulement des défaillances de la pensée humaine et du fait que nous ne pouvons pas saisir d'un bond la vérité. Alors, on suppose nécessairement que cette vérité existe avant l'effort humain pour la saisir; que l'homme pourrait ou devrait l'atteindre par « intuition » ou « révélation » mystérieuses; que cette vérité est éternelle, immobile, immuable. C'est l'attitude *métaphysique*. Il est clair qu'elle tend à négliger et même à nier les conditions concrètes de l'effort humain vers la connaissance.

Ou bien l'on admet, simultanément, que la pensée humaine cherche la vérité à travers les contradictions, et que les contradictions ont un sens objectif, un fondement dans le réel. On cesse de rejeter dans l'absurde ou l'apparent toute contradiction; mais, au contraire, on place au centre des préoccupations la recherche des contradictions et de leur fondement objectif. On considère que les méthodes traditionnelles de la pensée réfléchie doivent être approfondies en ce sens; en déterminant, plus fortement que jamais, *la vérité* et *l'objectivité* comme buts de la raison, on définit une raison approfondie : *la raison dialectique.*

Le problème est évidemment fondamental, aujourd'hui. Il donne lieu à un dilemme, à un « ou bien... ou bien ». Les deux réponses sont incompatibles. A proprement parler, seule la raison dialectique apporte une solution, car seule elle s'efforce de comprendre les conditions concrètes de la recherche et les caractères concrets du réel.

Marx a, le premier, adopté et employé de façon cohérente — en particulier dans les questions sociologiques — cette *méthode dialectique* élaborée spéculativement par Hegel. Méthodiquement, étudiant une réalité objective déterminée, il *analyse les aspects* et *les éléments contradictoires de cette réalité* (en tenant compte, par conséquent, de toutes les idées contradictoires qui avaient cours avant lui, mais dans lesquelles on ne savait pas voir ce qu'elles contenaient de vrai). Après avoir distingué ces aspects ou éléments contradictoires — sans négliger leur lien, sans oublier qu'il s'agit *d'une* réalité — il retrouve ce réel dans son *unité,* c'est-à-dire dans l'ensemble de son *mouvement.*

D'importantes indications méthodologiques se trouvent dans les PRÉFACES AU CAPITAL. Un seul point importe, écrit Marx : découvrir la loi des phénomènes étudiés — découvrir, non seulement le *rapport* à un moment donné des éléments du phénomène, mais la loi de leurs modifications et de leur évolution.

Pour cela, il faut distinguer la méthode de recherche et la méthode d'exposition.

La recherche, insiste fortement Marx, doit « s'approprier en détail » la *matière*, l'objet étudié; elle doit l'analyser et découvrir les relations internes de ses éléments entre eux. La méthode d'analyse doit convenir à l'objet étudié; il faut éviter d'employer en économie politique les méthodes qui permettent de découvrir les lois physiques ou chimiques. Plus encore : chaque période historique possède ses lois propres; l'analyse des faits sociaux montre qu'entre les organismes sociaux il y a des différences aussi profondes qu'entre les organismes végétaux ou animaux, et que le même phénomène est soumis à des lois différentes, suivant l'ensemble dans lequel il figure.

Etudier scientifiquement, *analyser* la vie économique, c'est donc découvrir dans la formation économique et sociale un *processus naturel*, bien que *sui generis*, c'est-à-dire spécifique et différent des processus physiques, chimiques, biologiques. C'est donc aussi découvrir les lois particulières qui régissent la naissance, le développement et la mort de chaque ensemble social, et son remplacement par un autre.

Après l'analyse, vient l'exposition. Lorsqu'elle est réussie, la vie de l'objet considéré, de la matière étudiée, vient s'exprimer dans l'exposé. A tel point que les lecteurs s'imaginent parfois avoir devant eux une construction *a priori* de la chose.

Descartes, dans le *Discours de la Méthode*, avait déjà donné des règles pour l'*analyse* (atteindre les éléments de la chose étudiée) et la *synthèse* (reconstitution de l'ensemble).

Kant, Auguste Comte et bien d'autres avaient déjà insisté sur l'exigence fondamentale de la recherche scientifique et de la Raison humaine : ne pas isoler l'objet considéré; chercher ses liens, ses relations constantes et régulières avec d'autres phénomènes.

Qu'apporte de nouveau la méthode marxiste, en s'ins-

pirant de Hegel, mais en « remettant sur ses pieds » la dialectique abstraite encore, métaphysique, de ce philosophe?

a) Elle affirme que l'analyse, suffisamment approfondie, de toute réalité, atteint des éléments *contradictoires* (par exemple : le prolétariat et la bourgeoisie).

Cette importance de la contradiction avait échappé, pour des raisons historiques que l'on pourrait rechercher, à Descartes, et même en grande partie à Kant (pour ne point parler d'Auguste Comte). Seul Hegel l'avait aperçue; ensuite, Marx, appliquant l'hypothèse hégelienne à l'analyse de la réalité sociale, économique, politique, en vérifia la vérité profonde : partout, *des contradictions*...

b) La méthode marxiste insiste beaucoup plus nettement que les méthodologies antérieures sur un fait essentiel : la réalité à atteindre par analyse et à reconstituer par exposition (synthétique) est toujours une réalité en *mouvement*.

Bien que l'analyse commence par briser ce mouvement pour en atteindre les éléments, et qu'ainsi elle parvienne à des abstractions (comme le biologiste qui sépare un tissu pour l'étudier, ou même une cellule pour l'examiner au microscope), la méthode marxiste affirme que la reconstitution du *tout* et du *mouvement* est possible. Certes, il faut atteindre par abstraction des « éléments », et pour cela les séparer, les isoler. Mais, lorsque l'analyse est bien conduite, elle ne sépare les éléments que pour en retrouver les connexions, les relations internes dans le tout. De même, elle ne compare et ne découvre des analogies que pour mieux discerner les différences. Ainsi, la reconstitution de l'ensemble, du tout en mouvement n'est pas incompatible avec l'analyse, avec la dissection anatomique de ce tout. Au contraire...

c) Plus nettement que les méthodes antérieures, la méthode marxiste insiste sur l'originalité (qualitative) de chaque espèce d'objets étudiés, et même de chaque

objet. Chacun ayant sa qualité, ses différences, le savant doit se proposer d'atteindre la loi propre de cet objet : *son devenir.*

Mais alors, dira-t-on, cette méthode abandonne tout principe universel, donc elle cesse d'être rationnelle : elle « s'adapte » à chaque objet!

Il n'en est rien, s'il est vrai que l'analyse, s'appliquant à chaque objet « spécifiquement », n'en applique pas moins des vérités *universelles,* telles que celle-ci : « Partout, toujours, en toute chose, il y a des contradictions. » Ces contradictions peuvent, en effet, se révéler différentes les unes des autres, originales, « spécifiques » dans chaque cas; elles ne s'en rattachent pas moins à une théorie générale, à une vérité universelle, donc *rationnelle.*

L'application à chaque cas particulier de la méthode universelle et rationnelle ne peut se faire « mécaniquement ». La théorie générale des *contradictions* ne permet pas de dire quelles contradictions se trouvent dans tel ou tel objet, dans telle réalité particulière, au cœur de tel mouvement réel. Rien ne remplace le contact avec l'objet, son analyse, la saisie de sa réalité, de sa « matière ».

C'est ainsi que la méthode dialectique employée par Marx diffère profondément de la dialectique *hégélienne.* Que fit, en effet, Hegel? Après avoir remarqué l'importance primordiale de la contradiction *dans tous les domaines* (nature et histoire), il a cru pouvoir définir *abstraitement* la contradiction en général; et ensuite, il s'est efforcé de se servir de cette définition logique (formelle) pour reconstruire les contradictions réelles, les mouvements réels. Cette reconstruction (et bien que Hegel tînt compte, chemin faisant, de beaucoup de connaissances acquises et de faits concrets) n'avait de sens que dans la tête du philosophe; c'était une reconstruction *spéculative* — métaphysique — du réel. Tout ce qui existe et vit n'existe et ne vit que par un mouvement, un devenir; mais Hegel, à force d'abstraction, parvenait

à une formule purement abstraite, purement logique, du mouvement en général; et alors il s'imaginait tenir dans cette formule la méthode « absolue », expliquant toute chose, et renfermant le mouvement de toute chose.

Marx, au contraire (et il ne faut pas se lasser d'insister sur ce point essentiel) affirme que l'idée générale — la méthode — ne dispense pas de saisir en lui-même chaque objet; elle fournit simplement un guide, une orientation pour la raison dans la connaissance de chaque réalité. Dans chaque réalité, il faut saisir *ses* contradictions propres, *son* mouvement propre (interne), *sa* qualité et ses *bonds* qualitatifs. La forme (logique) de la méthode doit donc se subordonner au contenu, à l'objet, à la *matière* étudiée; elle permet d'en aborder efficacement l'étude en saisissant l'aspect le plus général de cette réalité, mais ne remplace jamais la recherche scientifique par une construction abstraite. Même si *l'exposition* des résultats obtenus a l'air d'une reconstruction de la chose, ce n'est là qu'une apparence; il n'y a pas construction ou reconstruction factice, mais enchaînement des résultats de la recherche et de l'analyse, de façon à reconstituer dans son ensemble le mouvement (l'histoire) de la chose; par exemple l'histoire du Capital.

Ainsi, les idées que l'on se fait sur les choses — le monde des idées — ne sont que le monde réel, matériel, exprimé et réfléchi dans la tête des hommes.

Que sera donc la méthode de la science nouvelle, celle qu'a voulu créer Marx : la *sociologie scientifique?*

Elle considère un ensemble, un tout concret — tel pays donné. Cet ensemble concret apparaît aussitôt sous plusieurs aspects : population, répartition de la population dans les *villes* et dans les *campagnes, production* et *consommation, importation* et *exportation,* etc. Une simple description, par exemple du genre de vie, ou des travaux, ou de la géographie humaine, apporte certaines connaissances sociologiques sur ce pays, mais ne va pas très loin. Elle n'en montre pas l'histoire, la formation. Elle n'atteint pas la *structure* économique-sociale, c'est-

à-dire l'*essence* des phénomènes que l'on décrit. Pour approfondir, il faut *analyser*.

Que donne l'analyse? Elle découvre aussitôt des *groupes* concrets de population (paysans, ouvriers, artisans, petits, moyens ou grands bourgeois), c'est-à-dire des *classes*. Mais ces classes ne sont encore que des abstractions si l'analyse ne se poursuit pas et n'atteint pas les éléments sur lesquels elles reposent : le capital, le salariat, etc... Mais ceux-ci, à leur tour, supposent l'échange, la division du travail, les prix, etc. L'analyse rencontre donc des éléments *contradictoires* et *indissolubles* (production et consommation, ensemble social et classes sociales, etc.) et elle doit les distinguer sans perdre leur lien. De plus, elle atteint des concepts ou catégories de plus en plus simples, mais qui sont pour ainsi dire engagés et incorporés dans la texture complexe du réel social, qui en sont donc les éléments réels : valeur d'usage et valeur d'échange, valeurs et prix, division du travail, etc.

Un certain nombre d'économistes et de sociologues se sont spontanément engagés dans cette voie (d'Adam Smith à Durkheim la *division du travail* a été souvent étudiée). Mais d'abord, n'étant pas dialecticiens, ils perdaient le lien des éléments contradictoires; par exemple, ils étudiaient la consommation, la *distribution* des produits (la circulation, le commerce, etc.) en dehors de la production, sans comprendre que ce sont deux aspects inséparables du même processus social, la production étant d'ailleurs le plus essentiel. Ou bien encore, ils n'arrivaient pas à saisir les rapports entre la bourgeoisie et le prolétariat, rapports dialectiques qui enveloppent un conflit constant; ces deux aspects réels de la société moderne sont nés simultanément et sont inséparables, de telle sorte que les non-dialecticiens voient là une simple simultanéité, ou encore une *harmonie*, alors qu'ici, comme dans bien d'autres cas, le *rapport* signifie aussi : lutte, devenir, mouvement vers une réalité nouvelle...

En second lieu, ces économistes et sociologues, atteignant des éléments simples (tels que la division du tra-

vail, la valeur d'échange et la valeur d'usage des produits, etc.), n'y voyaient que de simples concepts abstraits. Ils arrêtaient leurs recherches à ce résultat. Ils ne comprenaient pas que cette analyse n'était que la première partie de la recherche scientifique, et qu'ensuite il fallait — sans arbitraire, sans reconstruction fantaisiste du réel — refaire le chemin en sens contraire, et retrouver le tout, le concret, mais cette fois-ci *analysé* et *compris*.

Cette *exposition* du tout concret à partir de ses éléments est selon Marx la seule méthode scientifique. La première méthode, celle de l'analyse abstraite, aboutit à « volatiliser » le tout concret en concepts abstraits eux-mêmes. Seule, la deuxième méthode permet de *reproduire* le réel (sa structure et son mouvement) dans la pensée. Cependant, cette deuxième méthode offre un risque, celui-là même dans lequel tomba Hegel; ce dernier comprenait fort bien que le concret est concret parce qu'il est complexe, riche en aspects divers, en déterminations contradictoires et multiples; de sorte que pour la connaissance, ce concret ne peut être qu'un *résultat* atteint par l'analyse, à travers elle et *après* elle; et cela bien qu'il soit le véritable point de départ et que sa connaissance soit le but de la pensée. Mais Hegel crut pouvoir atteindre ce résultat par la seule pensée réfléchissant à part, avec ses seules forces, par son seul mouvement. A l'erreur de l'analyse abstraite correspond l'erreur de la synthèse abstraite, chez Hegel.

Comment donc opère la méthode dialectique? Elle ne prend pas abstraitement les éléments abstraits obtenus par l'analyse. Elle sait qu'ils ont, en tant qu'éléments, un sens concret, une existence concrète. Ainsi l'analyse du *Capital* atteint un élément simple entre tous : la *valeur* (dès qu'il y a échange, les produits prennent une valeur d'échange distincte de leur valeur d'usage). La méthode dialectique retrouve les conditions concrètes de cette détermination simple, au lieu de l'isoler et de la considérer séparément; ces conditions, prises dans

le mouvement réel, sont *historiques*. Ainsi la valeur d'échange a existé historiquement comme « catégorie » réelle et dominante, aux débuts du capital commercial, dans les « pores de la société antique » et au moyen âge. A ce moment-là, dans certains rapports déterminés de production (artisanat, par exemple), dans un certain type de communauté, de famille et d'Etat, et en tant qu'aspect essentiel alors d'un tout vivant, la valeur d'échange apparut, non comme concept abstrait, mais comme réalité concrète. Au cours du développement historique, la valeur d'échange a été incorporée, enveloppée dans des réalités et des déterminations plus complexes. Dans le capitalisme industriel et financier, elle n'est qu'une « catégorie » élémentaire, impliquée mais dépassée, modifiée; elle y mène, en tant que catégorie économique, « une existence antédiluvienne ». L'analyse la retrouve sous les sédiments ultérieurs, pour employer une métaphore facile à comprendre; elle la retrouve dans le soubassement de la formation économique-sociale actuelle; puis, elle suit le mouvement historique au cours duquel la production simple de marchandise et la valeur d'échange comme catégorie dominante se sont développées, modifiées, transformées en capitalisme, avec ses lois propres (formation du profit et du taux de profit, etc.). L'analyse permet ainsi de retrouver le mouvement réel dans son ensemble, d'exposer et de comprendre la totalité concrète actuellement donnée, c'est-à-dire la structure économique-sociale actuelle. La connaissance de cette totalité, à travers ses moments historiques et son devenir, est en fait un résultat de la pensée, mais n'est en rien une reconstruction abstraite obtenue par une pensée qui accumulerait des concepts en dehors des faits, des expériences, des documents.

II. — Vers une sociologie concrète. Projet de programme.

Ceci dit, il est clair que l'exposé du *Capital,* donné par Marx, diffère notablement du concret sociologique auquel nous avons affaire.

D'abord, le réel lui-même a changé depuis les recherches de Marx; nous assistons à la décadence, à la dissolution, à l'agonie convulsive de ce capitalisme dont il suivit la formation et dont il put prédire seulement dans ses grandes lignes le destin.

Ensuite parce qu'entre l'analyse du *Capital* et la réalité donnée (c'est-à-dire pour nous la réalité *française*) subsiste une certaine distance. Concrète déjà en un sens, et pour son époque, cette analyse reste abstraite en un sens, par rapport à ce que nous avons sous les yeux. Résultat d'un immense et génial effort scientifique, elle dut se considérer comme instrument, moment, étape, pour la compréhension et l'explication du concret sociologique actuel.

Les travaux d'un Institut moderne de sociologie scientifique pourraient s'organiser comme suit :

a) N'aurait droit au titre de *méthode* proprement dite que la dialectique concrète, c'est-à-dire matérialiste, élaborée, façonnée, vérifiée par Marx dans le *Capital.*

Cependant aucune *technique* d'investigation ne serait rejetée. Statistiques, enquêtes, questionnaires, interviews, descriptions, tous ces procédés d'information peuvent servir, chacun en son lieu et place, dans le cadre de tel ou tel problème posé en fonction de la méthode rationnelle, sans que chaque technique puisse prêter à une généralisation abusive. Peut-être même faudra-t-il créer de nouveaux procédés d'investigations, adaptés à tel objectif précis [1].

1. C'est ainsi que M. Roger Veillé, chef du service de liaison avec les auditeurs de la radiodiffusion met au point une technique d' « échantillonnage » (sampling) par régions françaises et d'enquête sur la base de la commune rurale et du quartier urbain.

b) A l'universalité rationnelle de la méthode (dialectique) doit correspondre le caractère précis, *concret*, de l'objet des études. L'Institut d'études sociologiques devra se proposer comme objectif essentiel la description, l'investigation « en profondeur », l'inventaire complet et l'explication de la réalité *nationale* actuelle.

La réalité Française, dans sa totalité et dans son devenir, tel est l'objet sociologique qui, d'après le marxisme, ne peut s'aborder scientifiquement qu'avec une méthode universelle. La forme de la pensée rationnelle est *universelle*, son contenu, son objet, *national*.

c) En ce qui concerne la classification des sciences et l'organisation générale des études, le nom de « sociologie scientifique » (pour la distinguer de la sociologie spéculative de Durkheim, ainsi que des sociologies en apparence positives, en fait abstraites et souvent mystificatrices) désignera *l'ensemble des sciences sociales*, rationnellement coordonnées par l'emploi d'une méthode universelle. L'on propose de rayer la sociologie de la liste des sciences sociales particulières où elle se trouvait à côté de l'économie politique, de l'histoire, etc., en conflit perpétuel avec ces sciences, tour à tour absorbée par elle ou les absorbant.

Quelles pourront être ces sciences sociales, dont l'ensemble organique constituera la *sociologie scientifique*?

L'Ethnographie éudie les formations et les structures sociales *pré-capitalistes*. Elle s'occupe donc des sociétés dites « primitives », des formes de *communauté* telles que la communauté rurale (paysanne), de leur décomposition, des structures sociales de classe qui se sont érigées dans le cadre d'une telle communauté et sur elle (féodalité à ses débuts du moins).

Le domaine, très vaste, de l'ethnographie, se trouve ainsi bien défini. D'un côté, il s'arrête aux débuts de l'économie marchande (du capital commercial) ; par conséquent, l'étude de la cité grecque ou romaine n'appartient plus à l'ethnographie.

D'autre part, dans la mesure où les formations pré-

capitalistes subsistent ou survivent à l'époque actuelle (dans la paysannerie française par exemple, et dans les peuples coloniaux) le domaine de l'ethnographie s'étend jusqu'à l'actualité. En un sens, de par les survivances sociales et *idéologiques,* nous vivons encore en pleine réalité ethnographique. Une grande part des mœurs, des rites usuels, des actions courantes relève de l'enquête ethnographique (sans que ceci implique, *a priori,* une condamnation quelconque).

C'est ainsi que prennent leur sens et leur place les travaux de l'école ethnographique moderne, en ce qui concerne la France[2].

A l'économie politique appartient l'étude des structures sociales *capitalistes.* Son domaine comprend donc toute l'économie fondée sur *l'échange;* aucune ligne brutale de démarcation ne le sépare du domaine ethnographique; cependant, dès l'antiquité, la structure économique sociale fondée sur l'échange des marchandises et le capital commercial naissant se distingue déjà des formations antérieures.

Entre l'objet de l'ethnographie et celui de l'économie politique existe donc une zône de transition et d'influences réciproques qui n'entraîne aucune confusion.

De même, entre le règne de l'économie politique et la société future dans laquelle auront disparu la marchandise, la valeur marchande, l'argent — c'est-à-dire la société communiste — doit se trouver une période transitionnelle, la période de la démocratie socialiste, ce qui n'entraîne aucune confusion.

L'économie politique étudie donc les catégories économiques fondamentales : valeur d'échange, marchandise, argent, capital. Etudiant leur *développement* par l'analyse théorique et dans les faits, elle est déjà une

2. Travaux poursuivis par les équipes du Musée du Trocadéro, animées par MM. G.-H. Rivière, Maget, etc. Citons notamment en ce qui concerne le folklore, la structure sociale, les traditions du Languedoc français, les travaux de M. René Nelli, et de l'Institut d'Etudes Occitanes.

science historique, sans supplanter l'histoire elle-même. La connaissance de ce développement tout entier est indispensable pour la compréhension de la structure sociale actuelle (capitalisme en déclin).

A *l'histoire* appartient l'étude des institutions, des événements, des hommes, dans le cadre déterminé de telle ou telle structure sociale. Les catégories de l'économie politique déterminent le *moment* historique : par exemple, le XVIe siècle est dominé par le capital commercial, le XVIIIe par le capital industriel, le XXe par le capital financier. Ce cadre général et sommaire s'est trouvé rempli par d'innombrables actes humains qu'étudie l'histoire proprement dite. Elle doit arriver à suivre la *formation* des formes de la vie sociale, des rapports déterminés, des institutions, des modes d'activité tels que la religion, la morale, le droit, le langage, l'éducation, la culture.

Ici viendraient à leur place la *psycho-sociologie* et la *sociologie* proprement dites.

L'individu étant un fait social, la psychologie entre partiellement dans la sociologie scientifique. Elle étudie dans leur mouvement (non pas hors de l'histoire) les modes d'activité et les structures de la conscience individuelle. Ainsi le moyen âge, la Renaissance, l'époque classique, la Révolution, le romantisme, le monde moderne ont leurs *types* d'individualités et de relations individuelles. Ici, mais ici seulement, trouveraient leur lieu et place les recherches « typologiques », les études sur la vie de relation (« microsociologie » de M. Gurvitch, sans oublier le fait fondamental : ces relations ne peuvent se détacher d'une structure économique-sociale, bien qu'elles puissent réagir sur elle).

La psycho-sociologie se préoccuperait de certains groupes qui se meuvent en général (mais pas toujours) à la surface de la réalité sociale, au niveau des apparences idéologiques, en créant une mentalité de groupe ou de caste qui déforme plus ou moins profondément la conscience correcte (rationnelle) de cette réalité.

Citons dès maintenant, comme exemple, les *intellectuels* en général, ou les *amuseurs*, les *informateurs*, les *fabricants de besoins* (publicistes, lanceurs de modèles, etc., etc.)

La *politique* enfin ne doit et ne peut plus se trouver exclue de la sociologie scientifique ou considérée comme sa partie honteuse. Otée à l'empirisme, à « l'art », au machiavélisme, la politique doit devenir une science. Les sociologues se sont interrogés sans fin et sans conclusion sur les « applications » de la sociologie, sur l'expérience et l'expérimentation sociologique. Le moment est venu, semble-t-il, de considérer délibérément la politique comme application et expérience sociologique. Les hommes politiques doivent devenir les *ingénieurs des forces sociales*. Un Institut des Sciences sociales doit donc comprendre une section politique, étudiant sous ses différents aspects la réalité actuelle et ses perspectives, l'Etat, le citoyen (l'homme en tant que citoyen), la psychologie politique, l'action politique.

Un des premiers soins de l'Institut des Sciences sociales serait d'étudier en France *l'appareil d'Etat*, tel qu'il fonctionne, en prenant les textes officiels et juridiques, puis en les confrontant avec la réalité.

Une histoire objective et complète de cet appareil d'Etat, tel qu'il s'est constitué par superpositions successives depuis Napoléon Ier, depuis la monarchie, depuis le moyen âge, serait d'un intérêt et d'une utilité extrêmes.

Les députés, les ministres passent, les bureaux restent, tel est l'axiome fondamental du pouvoir réel en France. Cela commence à se savoir! Ce que l'on sait moins, c'est la nature, la structure, le recrutement de ces « bureaux » qui dominent la vie réelle du pays.

Combien de français savent qu'un des personnages les plus importants, le plus important peut-être, encore que peu visible et peu spectaculaire, du pays est aujourd'hui le Directeur du Mouvement général des Fonds?

Dans ce domaine, peut-être faudra-t-il dissiper quelques illusions, dues aux prétentions des prétendues

aristocraties de techniciens, des « technocrates », illusions qui semblent parfois partagées même par certains critiques de la « technocratie ». Il ne semble pas que la question de l'appareil d'Etat puisse s'envisager séparément. Malgré certaines apparences, c'est-à-dire certaines prétentions idéologiques et politiques des « technocrates », l'appareil d'Etat n'est peut-être pas une classe autonome luttant pour son propre compte; au contraire, la lutte de classes, avec toutes ses difficultés, ses problèmes, pénètre aujourd'hui au sein de l'Etat et de son appareil politico-administratif.

Et c'est devenu une question vitale pour le peuple et la nation que de modifier cet appareil, de l'alléger, de le simplifier, de le soumettre ainsi aux besoins du peuple et de la nation, de l'arracher à la classe jusqu'ici dominante qui ne maintient sa domination que grâce à une machine bureaucratique littéralement « secrétée » selon ses besoins.

Marx a donné sur cette histoire de l'Etat en général, et plus particulièrement sur l'histoire de l'Etat français, des indications importantes, qu'il faudrait coordonner, prolonger, actualiser. Il a notamment montré comment la bourgeoisie française a profité de toutes les difficultés et de toutes les crises pour perfectionner son dispositif de gouvernement et de pouvoir réel, pour sélectionner de mieux en mieux son « personnel ».

Si la sociologie se veut actuelle et vivante, elle ne peut éluder ces faits.

Tout observateur impartial et objectif constate en ce moment cet effort acharné, tenace, de la classe jusqu'ici dominante pour reprendre en mains son appareil d'Etat un instant compromis et ébranlé, pour le « moderniser » non pas en fonction des véritables exigences de la vie moderne et de la vie du pays, mais de ses propres exigences, sans se préoccuper de la *contradiction* entre ces deux ordres d'exigences.

Une étude objective de sociologie rencontrerait ces questions brûlantes :

Comment fonctionnent, officiellement et en fait, les Directions générales du Mouvement des Fonds, du Budget, de la Caisse des Dépôts et Consignations, la Banque dite de France, etc.?

Comment se recrutent et fonctionnent l'Inspection générale des Finances, la Cour des Comptes?

Comment et pourquoi l'Inspection des Finances a créé auprès des différents services et départements ministériels des contrôleurs dits d'Etat?

Comment se recrutent et fonctionnent différents « corps » plus ou moins bien « constitués »? (Une enquête sociologique, objective, dirigée en ce sens, découvrirait de véritables « corps constitués », généralement ignorés, dont la « constitution » remonte à l'Ancien Régime ou même au moyen âge, comme les mandataires aux Halles de Paris... Une bonne monographie sociologique des Halles Centrales n'aurait-elle pas plus d'intérêt théorique et pratique que l'étude « sociométrique » des « modèles culturels » chez tel ou tel groupe factice, sans d'ailleurs qu'il faille abandonner de telles études? n'est-ce pas une preuve d'impuissance dans le domaine de l'humanisme concret et de la sociologie que l'abandon à des reporters avides de pittoresque superficiel, de tant de réalités sociales complexes?)

Comme elle serait intéressante et utile, l'histoire objective et impartiale des *Impôts,* qui réunirait les documents actuellement dispersés dans l'histoire générale, l'histoire du droit, les manuels et cours de droit fiscal et administratif [3]...

Ce n'est là qu'un exemple, une suggestion, parmi beaucoup d'autres...

Voici plus important encore, si possible...

Malgré certains efforts récents et méritoires, l'inventaire des ressources économiques de la France n'a jamais été complètement effectué.

---

3. Idée et projet de M. Henri Darciel, de Lyon.

Quant à sa *structure sociale,* elle reste à peu près ignorée, étant donné le caractère incomplet, fragmentaire, incertain, des documents, des statistiques, des ouvrages. Aucun organisme, aucun Institut ne s'est proposé jusqu'ici, avec une méthode objective et des moyens suffisants, cet inventaire. Pourquoi? parce que les pouvoirs dits « publics » n'avaient aucun intérêt à l'entreprendre, et que les intérêts dits « privés » se seraient plutôt préoccupés de voiler la vérité sociologique...

Ce besoin d'un « voile » se manifeste dans le langage, dans les manières; il devient une curieuse pudeur. Les mots « propriétaire », « propriété », ont pris quelque chose de noble, de fort, de grand. Ils reflètent l'autorité de l'homme qui possède et domine. On parle avec complaisance des « capitaux ». Mais le mot « capitalisme » reste suspect; il a une petite allure subversive et appartient au vocabulaire des spécialistes — ou des révolutionnaires! La bonne société n'en supporte pas l'emploi. Plus d'un économiste « distingué » fait partie de cette bonne société. Et c'est sans trop d'étonnement, mais non sans plaisir, que l'on trouve dans les traités officiels d'économie politique des phrases comme celle-ci :

« Ce qui fait besoin, c'est un dictionnaire d'où certains mots seraient bannis. On ouvrirait le dictionnaire à la lettre C, le mot de *capitalisme* ne figurerait nulle part. Les honnêtes gens prendraient l'engagement d'honneur de ne jamais l'employer. Il serait frappé d'interdit et peu à peu tomberait en désuétude. Quel repos pour l'esprit, quelle clarté dans le monde! » (Delhorbe, cité approbativement dans Pirou et Byé, *Traité d'Economie politique,* p. 113.)

Voilà où en arrivent les sociologues non-marxistes! Faut-il s'étonner que les esprits des économistes, des statisticiens, des sociologues, des juristes, des historiens se soient détournés du concret sociologique?

Le capitalisme a profondément agi sur la structure nationale; vouloir l'étudier en évitant pudiquement toute

allusion au capitalisme, à son histoire, à ses exigences, est une impossibilité évidente.

Au surplus, le « capitalisme » — on l'a déjà remarqué ci-dessus — n'est qu'une catégorie économique-sociale dominante, en elle-même encore abstraite.

D'une part, le capitalisme prend en France des formes originales, complexes, variées;

D'autre part, il se joint à des formes économiques sociales antérieures, elles-mêmes très complexes, dont les unes se survivent et se traînent à la suite du capitalisme proprement dit, dont les autres sont pénétrées par lui.

Dans l'étude du capitalisme en France, il convient donc d'abord de discerner ses formes, par exemple le capitalisme de « superposition » (qui groupe en respectant plus ou moins leur autonomie, des entreprises préexistantes et leur superpose soit une direction centrale, soit une entreprise plus considérable qui les « coiffe ») et le capitalisme « absorbant », celui des puissantes entreprises concentrées. (On trouve sur ces points de très bonnes indications, dans l'ouvrage de P. George sur la *Géographie économique et sociale de la France,* 1937, Paris.) Le premier travail sur ce point, d'un Institut des Sciences sociales, serait de reprendre et de développer ces recherches.

En ce qui concerne les autres structures sociales, il serait urgent de procéder à une vaste enquête sur la *structure agraire* de la France. Elle est peu connue; les problèmes complexes qu'elle pose le sont encore moins; seuls les intéressés, à l'échelle locale, en ont conscience. La moindre recherche en ce sens révèle d'abord le caractère incomplet des documents — l'ignorance, la mauvaise volonté, l'incompétence, la partialité de certains « services publics »...

Lorsque Marx mourut, il n'avait pas terminé l'examen des questions relatives à la rente foncière, à la propriété foncière, à la structure agraire. Plusieurs, parmi les derniers chapitres du *Capital,* leur sont consacrés; Engels

nous apprend qu'après 1870 Marx avait commencé des études spéciales absolument neuves sur les problèmes agraires, à partir de documents originaux sur la Russie. « Dans l'infinie variété des formes de la propriété foncière aussi bien que de l'exploitation agricole en Russie, ce pays devait jouer, dans l'étude de la rente foncière, le même rôle que l'Angleterre jouait au premier livre du *Capital* dans l'étude du salariat industriel. Malheureusement, Marx ne put réaliser ce projet ». (Avant-propos d'Engels au tome III du *Capital.*)

C'est-à-dire qu'il faudrait reprendre et appliquer à la campagne française les indications éparses dans le *Capital,* reprises et déjà organisées dans les derniers chapitres du tome III.

Une enquête méthodique, poursuivie par un Institut des Sciences sociales, permettrait de dresser une cartographie de la campagne française par régions d'abord et ensuite pour l'ensemble, en discernant :

a) *La propriété foncière* d'origine féodale et précapitaliste avec ses modalités d'exploitation (culture extensive, aux techniques inférieures — systèmes de métayage, fermage, régisseurs, valets-maîtres, etc.) — sans oublier que cette propriété foncière d'origine précapitaliste ne reste pas en dehors du marché, des rapports capitalistes, etc.

b) *La petite propriété paysanne* avec son extrême variété : ouvriers agricoles possédant un lopin — semi-prolétaires et petits propriétaires incapables de se suffire, louant un supplément de terre, ou vendant leur force de travail comme salariés pendant une partie de l'année — propriété petite et moyenne « indépendante » ou prétendue telle, avec les variantes locales et régionales de sa structure, avec les traces et survivances de l'ancienne communauté rurale, etc. (sans négliger le fait que l'étendue de la propriété ne détermine pas strictement son importance).

c) *La grande propriété* concentrée de type capitaliste, avec culture intensive, outillage et technique supérieurs,

salariés agricoles, sa distribution, ses liens avec le capitalisme industriel et financier, etc.[4] — sans négliger le fait que dans certaines régions ou certaines cultures, une propriété relativement petite peut être du type capitaliste, *qu'une terre affermée peut être exploitée selon le type capitaliste, etc.*

La variété des formes de la vie rurale en France le cède à peine à leur diversité dans l'ancienne Russie.

On devine l'intérêt de cette cartographie détaillée de la structure sociale paysanne pour l'étude méthodique de la productivité du sol et des producteurs, du mouvement des coopératives agricoles, etc.

Sauf imprévu, cet inventaire économique et social de la paysannerie française, confirmerait les profondes analyses de Marx sur le *retard de la production agricole, en régime capitaliste, par rapport à la production industrielle.*

Mais il s'agit, en France, actuellement, d'autre chose que d'un simple retard. Au vieillissement du capitalisme industriel correspond une véritable dégradation de l'agriculture. Dans un tableau complet de la réalité française actuelle, cette dégradation apparaîtrait dans toute son ampleur, et cela dans des régions entières comme le Sud-Ouest.

Si la sociologie officielle de la bourgeoisie française a jusqu'à présent plutôt évité l'étude des réalités sociales concrètes, ce n'est pas sans raisons profondes. Cet examen manifesterait sans doute l'impuissance du régime, lorsqu'il ne montrerait pas ses duperies et ses mystifications! Ne serait-ce pas le bilan d'une faillite, celle de la bourgeoisie?

L'inventaire de la réalité nationale ne se terminerait pas avec l'étude du capitalisme et des formations précapitalistes dans l'agriculture, l'artisanat, etc. L'analyse des secteurs de la production (agricole, artisanal, industriel à tous les degrés de la concentration du capital

4. Cf. les remarquables études d'A. Soboul dans *La Pensée.*

nationalisé) n'épuise pas encore la réalité sociologique. Ce ne sont pas les objets d'étude qui manquent, ni les problèmes; ils se pressent de toute part. La *distribution* également mériterait une série de monographies et un difficile effort de synthèse. On rencontrerait ici la complexe question des *intermédiaires,* de la structure du capital commercial, de la fonction de ces intermédiaires. Notamment il faudrait savoir comment et pourquoi la structure de la production agricole et maraîchère en France a permis le développement d'un énorme réseau d'intermédiaires — et dans quelle mesure on peut intervenir pour modifier cette situation.

La structure des classes moyennes — les métiers de femmes, si peu connus *objectivement,* etc. — proposeraient aux auteurs de monographies et de questionnaires, aux enquêteurs, des réalités complexes. Mentionnons en passant les recherches poursuivies, mais avec peu d'objectivité, et qu'il y aurait lieu de reprendre, sur les budgets familiaux dans les différentes classes sociales, l'emploi du revenu, etc. Mêmes remarques au sujet de la démographie. Ici, l'on approche d'un autre ordre de phénomènes, ceux qui se passent à la surface de la réalité sociale, au niveau de la « production idéologique ».

Ce terme de « production idéologique » peut surprendre ceux qui par habitude attribuent la naissance des idées à des fonctions extra-sociales entièrement individuelles (la raison, la pensée, l'intention, etc.). Et cependant l'examen des faits (prenons l'exemple du journalisme ou de l'édition) montre incontestablement qu'il y a là de véritables *fonctions sociales,* répondant à certains besoins sociaux, c'est-à-dire une production, une « offre » répondant à une « demande » d'un type particulier.

Ces phénomènes relèvent de la psychologie sociale proprement dite.

A cette psychologie sociale ou psycho-sociologie appartient le domaine presque entier de l'ancienne « sociologie française » : l'étude des *représentations collectives.*

Les « représentations collectives » ne s'expliquent ni par les relations mécaniques d'atomes sociaux individuels, ni par une entité sociologique extérieure aux individus. Elles s'expliquent par l'activité de *groupes* sociaux spécialisés, qui ont précisément pour *fonction* sociale de produire des représentations, des idées (tantôt vraies, tantôt fausses) à un moment donné. Une véritable psychologie sociale devra donc d'abord décrire et définir ces groupes fonctionnels, et aussi les groupes pour lesquels ils fonctionnent et produisent des représentations.

Une des premières questions concrètes qui se posent à la psychologie sociale est celle-ci : « Qu'est-ce que le *public* ou l'opinion publique? Quels sont les différents *publics* actuels? Celui des théâtres, des cinémas, celui qui lit les hebdomadaires, celui qui va aux cabarets, celui qui écoute la radio? etc. »

Il est impossible d'étudier la production idéologique sans étudier les besoins, la « demande sociale » dans ce domaine. Le lien du producteur avec le demandeur est ici d'une espèce particulière : il se situe dans le domaine de la conscience, et reste pourtant profondément inconscient. L'écrivain, par exemple, ne connaît pas ceux pour qui il écrit; il ne comprend pas clairement leurs besoins, leur attente, leur « demande ». Et cependant, il en tient compte, sauf s'il est purement lyrique et subjectif (encore cherche-t-il alors une commune mesure poétique avec d'autres individus). L'écrivain le plus personnel cherche son public, se fait son public, détermine peu à peu les « lieux » plus ou moins « communs » qui rendent commensurables avec la conscience d'autres individus sa sensibilité propre, ses thèmes, son langage, etc.

Il y a un domaine extrêmement vaste et subtil d'adaptations réciproques entre la « demande sociale », la production sociale, l'effort des individus à l'intérieur d'un groupe fonctionnel.

La psychologie sociale déterminerait peu à peu, dans leurs fonctions, leurs formes de consciences, leurs con-

ditions d'existence, leurs intérêts, les grands groupes fonctionnels et leurs aspects :

a) le groupe le plus général, celui des *intellectuels*, avec ses nombreuses différenciations et sous-groupes;

b) le groupe des *informateurs* (journalistes, échotiers, publicistes). Quel est le rapport propre de ce groupe avec le public? Que nomme-t-on l' « actualité »? Où se puise l'information et comment se diffuse-t-elle?

c) le groupe des *amuseurs* (artistes de variétés, de théâtre, de cinéma, de cabaret, etc.) Quel est leur public et leur rapport avec leur public?

d) les groupes de *fabricants de besoins* (agents de publicité, couturiers, modélistes, mannequins, etc.) et des *fournisseurs de conduites* (moralistes, cartomanciennes, prédicateurs et directeurs de consciences);

e) le groupe des *artistes* proprement dits (peintres, sculpteurs, etc.) dont les rapports avec le public sont loin d'être clairs, quel que soit le degré de leur ésotérisme et de leur technicité.

L'apport d'une psychologie sociale bien faite à d'autres sciences, à d'autres domaines de recherches (comme par exemple l'esthétique) serait inappréciable. Elle et elle seule permettrait de répondre à certaines questions très simples en apparence (comme celle-ci : Qu'est-ce que la *vulgarité?* D'où vient le goût de la vulgarité? Le succès de la vulgarité? Qu'est-ce que le *succès?* etc.). La psychologie sociale, bien entendu, ne peut dire ce que sont le beau, l'intéressant, l'agréable, etc., mais plutôt en quoi consiste la vulgarité ou encore quels besoins sociaux permettent l'œuvre belle. Elle ne peut expliquer les « valeurs » durables, mais plutôt les pseudo-valeurs transitoires.

Soit dit en passant, le postulat des Instituts Gallup et des prospections purement statistiques sur le public n'est autre que le postulat mécaniste : l'individu — atome social. Il y aurait lieu d'examiner attentivement les résultats des enquêtes Gallup, et probablement de dénoncer (dans les questions posées et dans la manière

de les poser) une mystification : celle d'une propagande qui habilement se donne pour l'expression « objective » du « public ».

Quant aux recherches sur les « modèles culturels », poursuivies également en Amérique, elles se donnent précisément ce qu'il s'agit de comprendre : les représentations. Ces recherches restent à la surface de la société au lieu de pénétrer sous les apparences idéologiques, dans le processus social de création. Le problème se trouve, une fois de plus, inversé.

L'étude statistique du « public », ou l'étude des actions conformes à un « modèle culturel » préexistant ne peuvent donner que des renseignements partiels; ce sont des techniques de recherche, à portée limitée, et sur lesquelles il est impossible de construire une sociologie.

Le domaine de la psychologie sociale ne peut se borner à l'examen des représentations dites « collectives ».

A elle d'aborder dans le détail la vie quotidienne et de répondre à cette question : Comment vivent les êtres humains, selon les groupes naturels (enfants, femmes, jeunes gens, adultes, vieillards) et les classes sociales? Dans cette vaste enquête, les techniques du document personnel et de l'enquête questionnaire trouveraient leur champ d'application. La question : « Comment vivent les individus? » réserve le domaine de la *psychologie* proprement dite (structure de la conscience individuelle) mais se pose en corrélation étroite avec l'exploration de ce domaine.

Conclusions.

Pour la sociologie scientifique, c'est-à-dire, selon nous, marxistes, les faits sociaux ne sont ni des entités et des choses échappant à la conscience, ni des états subjectifs et psychologiques. Ce sont des rapports entre êtres humains, rapports *pratiques,* donc réels, sans avoir la réalité des choses et sans être étrangers à la conscience. S'ils prennent l'aspect de « choses » il y a là une apparence, une illusion. Telle est la notion fondamentale per-

mettant de fonder enfin une « sociologie scientifique ».

Le programme de recherches sociologiques qui se déduit de cette notion et dont on a donné ci-dessous l'esquisse trop brève, prête le flanc à de multiples objections, en tant que programme pratique.

D'abord il suppose une refonte de l'enseignement sociologique universitaire en France, ainsi que des centres déjà existants de recherche, de statistique, etc.

Etant donné les obstacles que rencontre la plus timide tentative de rajeunissement des cadres, dans l'enseignement comme ailleurs, on pourra juger chimérique un tel programme. Et l'on n'aura pas entièrement tort, malheureusement...

Pour le réaliser, même en partie, des moyens matériels considérables seraient nécessaires, qui manquent et manqueront longtemps encore peut-être : moyens financiers, installations, enquêteurs qualifiés.

Autre objection plus grave peut-être : au moment où se terminerait cet inventaire de la réalité nationale, elle aurait peut-être déjà changé...

A la première objection, on peut répondre que ce « programme » n'est qu'un ensemble de suggestions, de remarques. Il se propose d'indiquer les problèmes, non de les résoudre. S'il suscite des critiques, des suggestions nouvelles, ou même quelques tentatives (monographies, enquêtes, etc.), il n'aura pas manqué son but.

A la deuxième objection, il faut répondre que ce caractère mouvant appartient à toute chose, que la connaissance, lorsqu'elle veut posséder définitivement son objet, se voit toujours déçue et qu'il faut en prendre son parti — que si la réalité sociale change, c'est qu'elle vit et qu'enfin, lorsqu'elle change, c'est tout de même avec une certaine continuité.

Comment donc serait-elle entièrement vaine, l'étude des *tendances* de ce mouvement?

Souhaitons de voir au plus vite cette esquisse dépassée par les faits, les événements et le savoir...

Toulouse.